

**Soutien constant****Le Tchad n'oublie pas les actions présentes et passées du Togo**

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu le jeudi 9 avril 2026 avec le président de l'Assemblée nationale du Tchad, Ali Kolotou Tchaimi, en visite de travail à Lomé. Le chef de la représentation nationale tchadienne s'est félicité de la qualité de l'audience qui lui a offert ...



PAGE 3

TRANSPORT

Lomé-Moscou

Un protocole stratégique pour redessiner les routes du commerce

À l'heure où les routes du commerce mondial se redessinent sous l'effet des mutations géopolitiques, le protocole d'accord visant à fluidifier les échanges entre les deux pays s'impose comme un levier stratégique majeur. Signé entre le Togo ...

PAGE 5

PROTECTION CIVILE

Prévention des inondations au Togo

Le gouvernement anticipe pour mieux protéger

L'une des conséquences des changements climatiques est l'inondation. Caractérisé par la submersion temporaire, naturelle ou artificielle d'un espace par l'eau, ce phénomène appelle à des mesures d'anticipation. Au Togo, les initiatives ...

PAGES 6&7

**Situation en RDC****L'APF transmet un rapport circonstancié à Faure Gnassingbé**

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu vendredi dernier, avec le président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Dr Hilarion Etong, premier vice-président de l'Assemblée nationale du Cameroun et vice-président du Parlement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac).

PAGE 3

DERNIERES HEURES**Cédéao : Don Bosco Fambul, l'espoir reconstruit au cœur des fragilités**

À Freetown, loin des tribunes officielles, un autre visage de l'engagement communautaire s'est dessiné. Le 10 avril 2026, des parlementaires de la Cédéao ont fait halte au centre Don Bosco Fambul, symbole discret d'une reconstruction patiente.

Né des décombres de la guerre civile, le centre a d'abord accueilli d'anciens enfants soldats, avant d'élargir son action aux jeunes filles abandonnées et aux garçons de la rue. Ici, l'urgence sociale se conjugue à une réponse structurée : hébergement, scolarisation et apprentissage de métiers offrent des perspectives concrètes.

Pour Véronica Kadie Sesay, cette immersion rappelle l'exigence d'harmoniser les lois régionales en faveur des mineurs vulnérables, dans le sillage de l'engagement porté par Hadja Mémounatou Ibrahima.

Au fil des échanges avec les enfants, les élus ont mesuré l'ampleur des défis, mais aussi la force d'un modèle fondé sur l'inclusion. À Don Bosco Fambul, chaque parcours reconstruit devient une promesse tenue pour l'avenir. Une leçon d'humanité pour toute la sous-région aujourd'hui.

	SOMMAIRE	<p>Bénin/Parlement Joseph Djogbénu prend les rênes de l'Assemblée nationale le 15 avril prochain</p>  <p style="text-align: right;">P 4</p>	<p>Marché régional Le Togo accélère sa mobilisation financière au deuxième trimestre</p>  <p style="text-align: right;">P 5</p>	<p>Soutien aux équipes nationales La CAF mobilise des Team managers à Lomé</p>  <p style="text-align: right;">P 10</p>
---	-----------------	--	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Gbodjé Atsou Pierre : la patience comme architecture d'une vie

À Assahoun, Gbodje Atsou Pierre, 45 ans, marié et père de quatre enfants, incarne une trajectoire qui échappe aux schémas linéaires de réussite. Titulaire du BEPC, il aurait pu poursuivre un parcours académique classique, mais très tôt, il fait le choix du tissage, non comme une alternative par défaut, mais comme une orientation profonde, presque identitaire. Dans son récit, ce choix ne se justifie pas, il s'impose. « Je me suis retrouvé dans le tissage, c'était naturel pour moi », confie-t-il, comme pour dire que certaines directions de vie précèdent même la réflexion.

Se construit dans la lenteur et la répétition, loin de toute formalisation scolaire. Il observe les maîtres artisans, reproduit les gestes, accepte les corrections, et transforme progressivement l'erreur en compétence. Les débuts sont marqués par une économie fragile, des revenus irréguliers et une pression familiale déjà installée. Pourtant, aucune rupture ne survient dans son engagement. Il avance dans une logique de continuité silencieuse, où la persévérance devient une méthode de survie autant qu'une discipline intérieure. « Je n'ai jamais pensé arrêter, même quand c'était difficile », affirme-t-il avec une sobriété qui résume son rapport au travail.

Le tissage comme épreuve de constance et de responsabilité

Avec les années, le métier

cesse d'être une simple activité pour devenir la structure même de son existence. Chaque journée est organisée autour de la production, de la vente et de la gestion du foyer. Marié et père de quatre enfants, il assume une responsabilité qui repose largement sur son activité artisanale. Le tissage ne représente pas seulement un revenu, mais une forme d'équilibre fragile entre effort quotidien et survie familiale. Les périodes de faibles ventes, les contraintes d'approvisionnement et les charges domestiques composent un environnement économique instable qu'il absorbe sans abandonner son métier. « C'est ce travail qui m'a permis de tenir ma maison », dit-il, avec une lucidité sans emphase. C'est dans cette réalité que le Fonds National de la Finance Inclusive intervient, à travers le

produit APSEF. L'accès à ce financement ne modifie pas son identité professionnelle, mais agit sur la structure même de son activité. Il lui permet de sécuriser l'achat des matières premières, de réduire les interruptions de production et d'améliorer la régularité de son travail. Le crédit devient alors un outil de continuité, intégré dans une logique d'effort déjà existante. « Le crédit m'aide à ne pas m'arrêter, à continuer sans blocage », explique-t-il, en soulignant l'effet concret plutôt que symbolique de cet appui.

L'inclusion financière comme bascule vers la diversification

Progressivement, cette stabilité ouvre un espace nouveau dans sa trajectoire. Le tissage, mieux structuré, cesse d'être uniquement une activité de subsistance pour devenir une base d'expansion. L'inclusion financière ne produit pas une rupture visible, mais une transformation progressive des marges de manœuvre. Elle introduit une capacité nouvelle : celle de penser au-delà du court terme. Dans cette dynamique, Gbodje Atsou Pierre franchit une étape décisive en investissant dans l'agriculture. Il acquiert un



Gbodjé Atsou Pierre

champ et se lance dans la culture du maïs et de l'arachide. Ce choix ne traduit pas une sortie du tissage, mais une stratégie de consolidation économique. Il s'agit de ne plus dépendre d'une seule source de revenus, mais de construire un équilibre entre plusieurs activités complémentaires. « J'ai compris qu'il fallait diversifier pour ne pas être bloqué », explique-t-il, avec une maturité forgée dans l'expérience. Aujourd'hui, son parcours repose sur une articulation cohérente entre artisanat, agriculture et inclusion

financière. Rien n'a été brutal, rien n'a été improvisé. Tout s'est construit dans le temps, par ajustements successifs, dans une logique de persévérance et de continuité. Le tissage demeure son identité centrale, l'agriculture élargit son horizon économique, et l'inclusion financière agit comme un catalyseur discret mais structurant. « Tant que je peux travailler, je continuerai à avancer », conclut-il, dans une phrase qui résume une vie bâtie non dans la rupture, mais dans la constance.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Situation en RDC

L'APF transmet un rapport circonstancié à Faure Gnassingbé

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu vendredi dernier, avec le président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Dr Hilarion Etong, premier vice-président de l'Assemblée nationale du Cameroun et vice-président du Parlement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac).

Essozimna Gnassingbé, en sa qualité de médiateur désigné de l'Union africaine sur la crise entre la RDC et le Rwanda, le rapport circonstancié de la visite effectuée en RDC par deux délégations de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie que j'ai eu l'honneur de conduire. Nous souhaitons mettre à



Faure Gnassingbé (à droite) et Dr Hilarion Etong/Crédit photo : Présidence du Conseil

Les discussions ont porté sur l'organisation de la 17ème Conférence des présidents d'Assemblées et de Sections de la région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie qui s'est déroulée à Lomé du 7 au 9 avril 2026. Dr Hilarion Etong a échangé particulièrement avec le président Faure Essozimna Gnassingbé sur les crises en Afrique dans l'espace francophone notamment au Sahel et en République démocratique du Congo (RDC).

À cet effet, il a transmis au président du Conseil le rapport circonstancié de la situation en RDC après la visite de deux délégations de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie dans ce pays.

« Nous avons transmis au président du Conseil, Faure

la disposition du président du Conseil les perceptions recueillies sur le terrain », a-t-il précisé.

Dr Hilarion Etong a sollicité auprès du président du Conseil l'implication des parlementaires dans la résolution des crises sociopolitiques et des conflits armés en Afrique. Pour rappel, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) est un espace politique de débats, de propositions et d'échanges d'informations sur tous les sujets d'intérêt commun à ses membres dans les domaines politique, économique, social, culturel, éducatif et environnemental. Elle fédère des adhérents issus de Parlements ou d'organisations interparlementaires ayant le français en partage.

Edem Dadzie

Abass Kaboua / De l'extrémisme au centrisme

Comprendre ce revirement spectaculaire au soir de sa vie

Même après l'annonce de sa mort confirmée, le président du Mouvement des républicains centristes (MRC), Abass Kaboua, fait encore énormément parler de lui. Il a réussi au fil du temps à devenir un personnage politique et médiatique incontournable dans le pays.

Il y a quelques années, Abass Kaboua était l'un des farouches opposants au régime de Faure Gnassingbé. Il évoquait le général Eyadema Gnassingbé, ancien président de la République togolaise avec beaucoup de nostalgie. Abass Kaboua semblait maîtriser l'histoire politique du pays, connaissait beaucoup de personnalités depuis des décennies, et était sûr de lui quand il faisait des révélations.

Il n'avait pas que des amis, mais même ses détracteurs le suivaient avec attention, parce qu'il n'était pas du genre à tourner autour du pot. D'ailleurs à l'Assemblée nationale, il était l'une des

prenne le micro, et la foule était en transe. Ses propos qui visaient à l'époque à dénigrer des personnalités publiques et à révéler leurs intimités supposées ou non, plaisaient malheureusement aux militants.

Les déboires politiques et judiciaires de Pascal Bodjona dont il serait un proche l'avaient à l'époque rendu furieux. Abass Kaboua n'hésitait pas à s'adresser directement à Faure Gnassingbé, à la famille Gnassingbé, aux tenants du régime en place, à proférer des menaces. Il a même fait la prison à un moment donné. En écoutant certaines de ses déclarations de l'époque, l'on croirait que le déluge allait s'abattre sur le pouvoir togolais.

Mais, de la même façon qu'il faisait ce que l'on peut qualifier de sale boulot en faveur de l'opposition, de la même façon, il a apporté un important soutien au pouvoir durant ses dernières années



Abass Kaboua (au micro), une photo récente montrant comment il était affaibli par la maladie (Crédit photo : Atlantic Infos)

voix les plus audibles au sein de l'hémicycle et en dehors, durant la sixième législature de la quatrième République. Abass Kaboua savait mobiliser les foules. Lors de l'épisode du Collectif sauvons le Togo (CST), il suffisait qu'il

de vie. Beaucoup de ses soutiens sont devenus ses grands détracteurs. Même la mort n'a pas réussi à calmer leur animosité envers ce sénateur, élu local de Danyi. En y réfléchissant, est-ce que le revirement de Kaboua devrait étonner ?

Tout observateur lucide de la scène politique nationale devrait pouvoir comprendre cela. En effet, après s'être donné à fond pour l'opposition, notamment au sein du CST, Abass Kaboua et d'autres leaders de l'opposition comme feu Agbéyomé Messan Kodjo étaient frustrés. Ils reprochaient à certains ténors de l'opposition, surtout à l'Alliance nationale pour le changement, d'avoir tout fait pour tirer seuls les gains politiques de cette mobilisation. Abass Kaboua n'a jamais pardonné cela à Jean-Pierre Fabre jusqu'à sa mort.

Il n'hésitait pas à accuser l'opposition radicale d'hypocrisie ; notamment en négociant des avantages avec le pouvoir, tout en faisant croire qu'elle s'oppose au régime. Comment dans ce contexte, pouvait-on lui reprocher, à lui qui voulait servir son pays, de devenir député ? Profitant du boycott de 2018, il n'a pas hésité à s'imposer sur le terrain, dans son fief de Danyi.

Visiblement, Abass Kaboua ne voulait plus perdre son temps avec l'opposition radicale et a rejoint le centrisme. Il a été l'un des plus grands défenseurs de la Constitution du 6 mai 2024. Le MRC a voté sans ambiguïté en première comme en seconde lecture pour son adoption. Dans ses interventions durant les derniers mois de sa vie, l'on sentait que pour lui, c'est le meilleur chemin pour le Togo de sortir de ses problèmes politiques pour lesquels, il fut un acteur de premier plan ...

Suite à la page 7

Soutien constant

Le Tchad n'oublie pas les actions présentes et passées du Togo

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu le jeudi 9 avril 2026 avec le président de l'Assemblée nationale du Tchad, Ali Kolotou Tchaimi, en visite de travail à Lomé.

Le chef de la Représentation nationale tchadienne s'est félicité de la qualité de l'audience qui lui a offert l'occasion d'exprimer de vive voix la profonde gratitude du peuple tchadien à l'endroit

du président du Conseil pour son soutien constant durant la période de transition au Tchad.

« Nous sommes venus pour remercier le président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, et le féliciter parce que le Togo était resté à nos côtés pendant les moments les plus difficiles de notre pays. Ce que le président feu Eyadema a fait en pirogue pour le Tchad, ce

que le président Faure a fait pendant la transition, nous ne pouvons pas l'oublier. Si un frère africain, surtout un chef d'État, fait de bonnes choses, il faut le dire d'une manière publique », a-t-il indiqué.

Ali Kolotou Tchaimi a transmis au président du Conseil, les salutations fraternelles du maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, président de la République du Tchad. Il a réaffirmé

la détermination des plus hautes autorités tchadiennes à approfondir le partenariat entre N'Djamena et Lomé, dans un esprit de solidarité mutuelle.

Cette volonté commune s'inscrit dans une dynamique de promotion de la paix, de la stabilité et du développement durable au bénéfice des deux peuples. Pour rappel, le président de l'Assemblée nationale du

Tchad, Ali Kolotou Tchaimi, séjournait à Lomé dans le cadre de l'ouverture de la première session ordinaire de l'année effectuée par l'Assemblée nationale du Togo et de la 17ème Conférence des présidents d'Assemblées et de Sections de la région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Ces rencontres ont eu lieu la semaine dernière.

La rédaction

Bénin/Présidentielle

Les Béninois ont voté dans un scrutin sous contrôle, sans réels enjeux

Au Bénin, le scrutin présidentiel du 12 avril 2026 ne suscite guère d'incertitude quant à son issue. Tout converge vers une victoire de Romuald Wadagni, actuel ministre de l'Économie et des Finances et figure centrale du dispositif mis en place par le président sortant Patrice Talon. Mais derrière cette apparente évidence électorale, se dessine une séquence politique plus complexe, où se croisent continuité stratégique, verrouillage institutionnel et interrogations sur l'avenir démocratique du pays.

D'un point de vue strictement électoral, la compétition apparaît déséquilibrée. Les réformes engagées ces dernières années ont profondément redessiné le paysage politique, en durcissant les conditions d'accès à la compétition. Le système de parrainage, la restructuration des partis et les nouvelles

exigences institutionnelles ont progressivement réduit l'espace de manœuvre de l'opposition. Résultat : une offre politique limitée, et un scrutin qui, pour beaucoup



Romuald Wadagni déposant son bulletin dans l'urne

d'observateurs, tient davantage de la formalité que de la confrontation. Dans ce contexte, la candidature de Romuald Wadagni s'inscrit dans une logique de continuité assumée. Depuis 2016, il est l'un des principaux artisans des réformes économiques

qui ont permis au Bénin d'afficher une croissance soutenue et de renforcer son attractivité auprès des investisseurs. Discipline budgétaire, modernisation

des infrastructures, amélioration du climat des affaires : le bilan est, sur le plan macroéconomique, largement salué. Ce positionnement rassure les partenaires internationaux et les milieux économiques, pour qui la stabilité des orientations

constitue un enjeu clé. Mais il pose, en creux, une question politique essentielle : peut-on durablement gouverner dans la continuité sans ouvrir de nouveaux espaces d'expression démocratique ? Car c'est bien là que se situe la principale zone de tension. En parallèle des performances économiques, le système politique béninois s'est progressivement refermé. L'opposition, affaiblie et peu représentée dans les institutions, peine à exister comme force de proposition. L'Assemblée nationale actuelle, dominée par les partis proches du pouvoir, illustre cette concentration. Cette configuration nourrit une forme de désengagement citoyen, perceptible dans les taux de participation récents. Elle alimente aussi une critique plus structurelle : celle d'un modèle de

gouvernance efficace sur le plan économique, mais de plus en plus contraint sur le plan politique. Dans ce paysage, l'élection de 2026 apparaît moins comme une alternance que comme une transition maîtrisée. Patrice Talon, empêché par la Constitution de briguer un nouveau mandat, organise une succession dans un cadre institutionnel qu'il a contribué à façonner. Romuald Wadagni en est aujourd'hui le principal bénéficiaire. Reste à savoir ce qu'il fera de cet héritage. Car au-delà de la victoire annoncée, le véritable enjeu sera sa capacité à rééquilibrer le système : préserver les acquis économiques sans ignorer les attentes croissantes en matière de pluralisme, de débat public et de légitimité démocratique.

T.M.

Bénin/Parlement

Joseph Djogbénu prend les rênes de l'Assemblée nationale le 15 avril prochain

Au Bénin, la mise en place de la 10^e législature entre dans sa phase opérationnelle. Le professeur Joseph Djogbénu sera officiellement investi président de l'Assemblée nationale le 15 avril au Palais des Gouverneurs, siège du Parlement. Une cérémonie solennelle qui consacre l'installation d'une figure centrale du dispositif institutionnel béninois.

Cette investiture intervient dans le prolongement des élections législatives ayant reconduit une majorité parlementaire largement acquise aux formations proches du pouvoir, notamment l'Union progressiste le Renouveau (UP-R) et le Bloc républicain (BR). Dans ce contexte, le choix de Joseph Djogbénu s'est imposé sans véritable contestation interne, traduisant un consensus au sein du bloc majoritaire. Ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin et proche du chef de l'État Patrice Talon, Djogbénu incarne une forme de continuité dans la conduite des réformes institutionnelles engagées depuis 2016. Son profil, à la fois juridique et politique, le positionne comme un acteur clé dans l'articulation entre l'exécutif et le législatif. Au-delà du symbole, son élection ouvre une nouvelle séquence pour l'Assemblée



Joseph Djogbénu

nationale, appelée à renforcer son rôle dans un système politique marqué par une forte centralité de l'exécutif. Théoriquement investie de missions de contrôle de l'action gouvernementale et de production législative, l'institution devra démontrer sa capacité à exercer pleinement ses prérogatives dans un environnement politique peu conflictuel. La 10^e législature s'inscrit ainsi dans une logique de consolidation des acquis institutionnels, mais aussi dans une attente accrue en matière de performance parlementaire. Qualité des lois, efficacité du contrôle, dynamisation du débat public : autant de chantiers qui détermineront la crédibilité de l'institution dans les années à venir. La cérémonie d'investiture, qui réunira un large éventail d'acteurs politiques,

diplomatiques et institutionnels, marque donc bien plus qu'un passage de témoin. Elle officialise l'entrée en fonction d'un dispositif parlementaire structuré autour d'une majorité homogène, avec pour enjeu principal de traduire la stabilité politique en résultats tangibles pour la gouvernance.

Dans un contexte où les équilibres institutionnels sont étroitement liés aux dynamiques politiques, la présidence de Joseph Djogbénu sera scrutée à l'aune de sa capacité à conjuguer loyauté politique et exigence institutionnelle. Un défi central pour une Assemblée nationale appelée à peser davantage dans la conduite des affaires publiques.

T.M.

Côte d'Ivoire/PDCI

Le PDCI célèbre ses 80 ans

En Côte d'Ivoire, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire entame les célébrations de son 80^e anniversaire dans un climat politique contrasté, entre mémoire, recomposition et quête de relance. Fondé le 9 avril 1946 par Félix Houphouët-Boigny, le parti historique amorce une séquence d'activités étalées sur plusieurs mois, avec en toile de fond une question centrale : peut-il encore incarner une alternative crédible ?

Le contexte est lourd d'héritages et de revers récents. Orphelin de Henri Konan Bédié depuis 2023, affaibli par son exclusion de la dernière présidentielle et marginalisé face au pouvoir d'Alassane Ouattara, le PDCI aborde cet anniversaire en position défensive. Les déconvenues électorales aux municipales et aux législatives, avec une perte significative de communes et de sièges parlementaires, ont accentué les fragilités internes. À la manœuvre, Tidjane Thiam, président du parti, entend transformer cette commémoration en levier politique. Malgré sa disqualification lors de la présidentielle et les contestations internes, notamment de proches de Jean-Louis Billon, il cherche à asseoir sa légitimité et à repositionner le parti sur l'échiquier national. Le thème retenu, « 80 ans d'expérience, de résilience et de fidélité aux valeurs de dialogue et de paix », traduit cette volonté de conjuguer héritage et projection. Le lancement officiel, à Abidjan, s'inscrit dans une approche à la fois symbolique et programmatique. Mais c'est à Yamoussoukro, cœur historique du parti, que se jouera un moment fort, avec un rassemblement de grande ampleur et un recueillement à la Basilique Notre-Dame de la Paix, sur les traces du père fondateur. Au-delà de la symbolique, le calendrier révèle une stratégie de reconquête territoriale. Des étapes sont prévues dans plusieurs bastions, Abengourou, Bouaké, Daloa, Korhogo, avec un hommage appuyé à Daoukro, fief de Bédié. Une manière de réactiver les réseaux historiques tout en testant la capacité de mobilisation du parti sur le terrain. Mais l'enjeu est plus structurel. Le PDCI doit résoudre ses tensions internes, clarifier son leadership et reconstruire une offre politique audible face à un pouvoir solidement installé. Dans un paysage politique ivoirien de plus en plus polarisé, la commémoration des 80 ans apparaît moins comme une célébration que comme une tentative de refondation.

À travers cette séquence, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire joue une part de son avenir : transformer son capital historique en dynamique politique ou s'enfermer dans une nostalgie devenue peu opérante.

T.M.

Lomé-Moscou

Un protocole stratégique pour redessiner les routes du commerce

À l'heure où les routes du commerce mondial se redessinent sous l'effet des mutations géopolitiques, le protocole d'accord visant à fluidifier les échanges entre les deux pays s'impose comme un levier stratégique majeur. Signé entre le Togo et la Russie, ce protocole ouvre la voie à une nouvelle architecture des échanges entre l'Eurasie et l'Afrique de l'Ouest.

« J'ai l'honneur d'annoncer la signature d'un protocole d'accord entre le Togo et la Fédération de Russie. Ce partenariat vise à rationaliser la circulation des marchandises et à renforcer l'efficacité de nos liaisons de transport ». Par ce message publié sur X, le ministre de l'Économie maritime, Edem Kokou Tengué, a posé le cadre d'une séquence diplomatique à forte portée économique.

Cette annonce intervient dans le sillage de la participation du Togo au premier Forum international des transports et de la logistique, tenu du 1er au 3 avril 2026 à Saint-Petersbourg. Dans un contexte de recomposition

des échanges mondiaux, Lomé affiche clairement son ambition : s'imposer comme un maillon stratégique des chaînes logistiques internationales.

Au cœur des discussions, la redéfinition des corridors commerciaux entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. La délégation togolaise, conduite par Edem Kokou Tengué, a mis en avant la position géographique du pays et la performance de ses infrastructures, notamment le Port autonome de Lomé. Avec plus de deux millions d'Equivalent vingt pieds (EVP) traités en 2024, cette plateforme s'affirme comme un hub incontournable pour les pays sahéliens.

Le protocole d'accord signé avec la Russie s'inscrit dans cette dynamique. Il vise à fluidifier les échanges, sécuriser les approvisionnements et diversifier les circuits commerciaux. Une orientation stratégique qui traduit la volonté du Togo de capter une part croissante des flux internationaux, en particulier dans un



Edem Tengué (à droite) et l'officiel russe (à gauche)

environnement marqué par la recherche de nouvelles routes logistiques.

En marge du forum, le ministre a plaidé pour l'ouverture de nouvelles lignes maritimes entre la Russie et l'Afrique. Une initiative qui pourrait renforcer l'intégration économique et positionner Lomé comme une interface naturelle entre les marchés eurasiatiques et ouest-

africains. Cette offensive diplomatique a été saluée par l'attribution au Togo de la Médaille de la coopération de la Fédération de Russie. Une distinction qui consacre les avancées du pays dans le secteur logistique et maritime.

Portée par une vision politique assumée, cette stratégie s'appuie également sur la

modernisation continue des infrastructures, la digitalisation des procédures et le renforcement des capacités locales. À travers ce partenariat, le Togo confirme son ambition de devenir un carrefour majeur des échanges internationaux, au croisement des nouvelles dynamiques économiques mondiales.

E. A

Marché régional

Le Togo accélère sa mobilisation financière au deuxième trimestre

Le Togo intensifie sa présence sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa). Au deuxième trimestre 2026, le Trésor public ambitionne de mobiliser 185 milliards FCFA, soit près de 40 % de son objectif annuel fixé à 463 milliards FCFA. Une stratégie qui traduit la volonté des autorités de soutenir l'exécution budgétaire tout en maintenant une dynamique de financement maîtrisée.

Dans le détail, Lomé prévoit de lever 95 milliards FCFA via les Bons assimilables du Trésor (BAT) et 90 milliards FCFA à travers les Obligations assimilables du Trésor (OAT). Cette orientation confirme la préférence pour des instruments diversifiés, capables de répondre aux attentes des investisseurs tout en assurant une certaine flexibilité dans la gestion de la dette.

Une nouvelle opération est d'ores et déjà programmée

pour le 17 avril 2026. Le Trésor togolais entend mobiliser 30 milliards FCFA à travers une émission simultanée d'OAT de

financement du budget de l'État, arrêté à 2751 milliards FCFA.

Cette sortie intervient

déjà mobilisé 82,5 milliards FCFA, soit un peu plus de 18 % de son objectif annuel. Au premier trimestre, les levées avaient atteint 49,5

États membres prévoient de collecter 2907 milliards FCFA sur la période, la part du Togo reste modeste, autour de 6 %. La Côte d'Ivoire domine largement avec une ambition de 930 milliards FCFA.

En parallèle, le pays poursuit ses engagements en matière de remboursement. Les échéances du deuxième trimestre sont estimées à 208 milliards FCFA, après 195 milliards FCFA déjà honorés au premier trimestre.

Dans cet équilibre entre mobilisation et remboursement, le Togo cherche à consolider sa crédibilité financière. Une discipline budgétaire qui, dans un contexte régional exigeant, demeure un facteur clé de confiance pour les investisseurs et les partenaires économiques.

E. A



Centre administratif, économique et financier de Lomé

maturités 3, 5 et 7 ans, assorties de taux d'intérêt respectifs de 6,15 %, 6,35 % et 6,50 %. Ces ressources viendront appuyer le

après une première opération réussie au début du trimestre, ayant permis de lever 33 milliards FCFA. Depuis janvier, le pays a

milliards FCFA, dépassant la cible initiale de 45 milliards FCFA.

À l'échelle de l'Umoa, où les

Prévention des inondations au Togo

Le gouvernement anticipe pour mieux protéger

L'une des conséquences des changements climatiques est l'inondation. Caractérisé par la submersion temporaire, naturelle ou artificielle d'un espace par l'eau, ce phénomène appelle à des mesures d'anticipation. Au Togo, les initiatives n'en manquent pas. Que ce soit dans la lutte contre les changements climatiques, la gestion des sinistrés ou les mécanismes d'alerte précoces, le gouvernement se positionne sur bon nombre de pistes.

Au Togo comme dans plusieurs pays, le phénomène d'inondation devient de plus en plus récurrent. Avec pour conséquences des pertes en vies humaines, la destruction de logements et d'infrastructures, le phénomène appelle à des mesures d'anticipation.

Conscientes des risques sanitaires, des pertes économiques, des dommages agricoles et des impacts psychologiques que les inondations pourraient avoir, les autorités ont décidé de prendre le problème à bras-le-corps. Cet engagement s'est intensifié au fil des années avec pour objectif d'assurer une protection maximale à la population.

La solidarité agissante

Au Togo, le pourcentage

preuve du soutien constant des pouvoirs publics envers les populations vulnérables. Face aux inondations, aux vents violents ou à d'autres aléas naturels, la rapidité et l'efficacité de l'intervention demeurent déterminantes.

L'augmentation du taux de prise en charge révèle une amélioration des capacités opérationnelles, une meilleure coordination des secours et un maillage territorial plus performant. Chaque intervention réussie est le fruit d'une organisation structurée, appuyée par des dispositifs d'alerte et de prévention de plus en plus affinés.

Assister un sinistré revient à restaurer une dignité, à protéger un foyer, à sécuriser des moyens d'existence et à redonner espoir à des familles éprouvées. L'appui logistique, la distribution de vivres, l'accès à des abris temporaires et l'accompagnement psychosocial constituent autant de réponses concrètes à la détresse.

Bilan annuel

Les actions accomplies chaque année sont recensées afin de mesurer ce qu'il y a lieu d'améliorer.

2023, le taux est monté à 70,6 %. Une campagne nationale lancée en 2021 a permis, par exemple, à plus de 15 000 victimes issues de 7 000 ménages d'être assistées. En 2024,

la solidarité institutionnelle, de l'engagement renouvelé en faveur de la protection des citoyens et de la gouvernance attentive aux urgences humaines.

Kara et Dapaong.

Pour prévenir et anticiper les inondations, plusieurs autres initiatives sont également engagées. On note la mise en place d'un comité de suivi pour



Déploiement des dispositifs pour lutter contre l'inondation

environ 40 % des sinistrés ont reçu une assistance, dans un contexte de défis environnementaux croissants.

L'aide aux sinistrés valide la montée en puissance de l'ANPC, qui apparaît comme un acteur incontournable de la résilience nationale. Elle illustre une approche

Lutter contre les inondations

Pour lutter contre les inondations, le Togo a un plan d'action axé sur l'assainissement urbain, le drainage et la prévention. Les initiatives clés du pays incluent le Réseau d'assainissement par intercepteurs pour la non-inondation de nos espaces (RAINE). Lancé en avril 2025, ce projet majeur de 33 mois vise à construire 7 548 mètres de collecteurs souterrains par micro-tunnelier pour évacuer les eaux pluviales vers la vallée du Zio, protégeant des quartiers comme Bè Kpota, Hédzranawoé, et Tokoin-Aviation.

En amont, le gouvernement avec l'appui des partenaires au développement multiplie les infrastructures de drainage dans les grandes villes du pays. Au nombre des initiatives, l'on citera l'aménagement de la dépression du triangle des rails, le renforcement des systèmes de pompage dans le Grand Lomé (Awatamé, Gbomamé, Atilamonou) et le curage de bassins de rétention.

À l'intérieur du pays, il est prévu pour faire face aux inondations un pont de 40 m sur la rivière Kpèlèou et des systèmes de drainage à

coordonner les actions, l'identification des zones inondables pour des interventions ciblées et l'opérationnalisation des systèmes d'alerte.

La signature d'un accord en décembre 2023 par les communes Golfe 1 et 7 avec AXA Climate pour couvrir les risques d'inondation et des campagnes de sensibilisation pour éviter l'obstruction des canalisations par une meilleure gestion des déchets, font également partie des initiatives phares de lutte contre l'inondation au Togo.

Mais aujourd'hui, le défi n'est plus seulement de lutter contre les inondations, mais de les prévenir.

Pour ce faire, le gouvernement prend des mesures pour éviter que les sinistres se produisent : mise en place de stratégies de gestion des risques incluant l'aménagement du territoire (zonage) ; renforcement des normes de construction et des infrastructures de protection (digues) ; surveillance (crues, météo) et éducation des populations en sont quelques-unes.

Prévenir que guérir

Bassin de rétention d'eau de Agoè deux lions

des sinistrés assistés par l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) connaît une progression. C'est le signe du renforcement des mécanismes de réponse aux catastrophes et la

Cet exercice permet de savoir que le pourcentage des sinistrés assistés par l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) était de 25 % en 2022.

L'année qui a suivi, soit en

préventive et solidaire, où l'anticipation des risques complète l'assistance d'urgence.

Ainsi, l'accroissement du pourcentage de sinistrés pris en charge témoigne de

Portés par cette vision de prévention, les efforts du gouvernement s'inscrivent dans un cadre plus large. Il s'agit notamment de lutter contre les changements climatiques qui constituent l'une des sources majeures de l'inondation.

Les changements climatiques se caractérisent par une augmentation des températures, des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, érosion côtière) et des dérèglements des saisons. Pour lutter contre ce phénomène qui porte également les germes de l'inondation, le gouvernement engage des mesures plus larges.

Et l'une des ambitions majeures, selon le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, est de réduire de 57 % à l'horizon 2030 les gaz à effet de serre.

En s'inscrivant dans cette logique, il est lancé en 2021 le programme national de reboisement, avec objectif de reboiser un (1) milliard d'arbres à l'horizon 2030. Cette initiative s'inscrit dans une politique environnementale plus large visant à augmenter le taux de couverture forestière et à lutter contre le changement climatique.

Dans le cadre de cette politique nationale de reboisement visant à planter un milliard d'arbres d'ici 2030, 5 millions d'arbres sont plantés en 2022, soit une hausse de 57 % par rapport à 2021. 14 millions d'arbres étaient envisagés pour la campagne de 2023. En 2024, plus de 9,14 millions de plants ont été mis en terre et pour 2025, l'objectif est de planter au moins deux (2) millions d'arbres le 1er juin et plus de 37,7 millions d'arbres sur 34 563 hectares d'ici la fin de

la saison, selon les données du ministère en charge de l'environnement.

En amont, plusieurs autres initiatives, quelquefois déployées avec l'appui des partenaires au développement, font également leurs preuves. Ces actions qui visent l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques sont conduites à travers des projets concrets comme le « Plan d'action sur les énergies renouvelables » et l'« actualisation du Plan national d'adaptation ».

En février 2025, le Togo a obtenu un financement de près de 25 millions de dollars US (plus de 17 milliards de francs) du Fonds vert climat, destiné à un projet quinquennal renforçant la résilience des communautés vulnérables, notamment grâce à la modernisation des systèmes d'alerte rapide et d'hydrométrie. Cette action s'inscrit dans la politique gouvernementale 2020-2025, qui considère le développement durable comme une priorité nationale.

Par ailleurs, le cadre législatif solide soutient les efforts. En mars 2025, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une loi-cadre sur la lutte contre les changements climatiques, offrant au gouvernement un socle juridique renforcé pour piloter efficacement ses politiques d'adaptation et de réduction des émissions. Cette loi confirme l'engagement clair du président du Conseil et du gouvernement en faveur de la protection climatique nationale.

Protéger la côte pour lutter contre l'inondation.

Le projet West African Coastal Action (Waca) financé par la Banque mondiale permet de renforcer la résilience

des zones côtières face à l'érosion, aux inondations et aux pollutions.

Au Togo, le projet inclut des investissements



Assistance du gouvernement aux sinistrés

physiques comme la construction de digues et de canaux, le soutien aux activités économiques des communautés (pêche, maraîchage) et la mise en place de politiques pour une meilleure gestion des ressources côtières.

Avec un financement initial de 55,5 millions de dollars, complété par une rallonge de 12 millions de dollars en 2022, puis par une autre de 246 millions de dollars en décembre 2022 pour l'ensemble de la région, le projet a permis au pays de relever nombre de défis.

Au nombre des réalisations concrètes, l'on citera la construction d'épis et de brise-lames pour lutter contre l'érosion côtière, le rechargement de plages avec du sable, la stabilisation de zones lagunaires par le reboisement de mangroves et de cocotiers.

Aussi, la réhabilitation des caniveaux et la modernisation des pratiques agricoles dans les milieux ruraux financées

par le projet permettent de lutter contre les inondations et d'assurer la résilience des populations.

D'autres activités financées

Le Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC) est axé sur la résilience des sols, l'efficacité énergétique et le renforcement des

opérations des acteurs. Bénéficiant d'un soutien de 22,5 millions d'euros en 2025 de la part de l'Union européenne et du Luxembourg, et auparavant d'un financement de l'UE d'environ 10,6 millions d'euros en 2017, ce programme permet également au Togo de relever nombre de défis.

Le projet F4F pour restaurer les forêts

Lancé en avril 2025 par le ministère de l'Environnement en coopération avec le gouvernement allemand et le Luxembourg, avec l'appui de la GIZ, le projet Forests for Future (F4F) s'inscrit dans le cadre des projets visant la lutte contre les changements climatiques. Il a pour objectif principal de restaurer les terres dégradées et de renforcer la résilience des communautés face au changement climatique.

Aussi prévoit-il de restaurer, à l'horizon 2023, 1,4 million d'hectares de terres, de développer des chaînes de valeur forestières durables (miel, karité, néré) et d'améliorer la gouvernance forestière. Le PALCC, un autre programme

Pour l'atteinte de ces objectifs, il inclut le renforcement des capacités des universités dans le domaine de l'agriculture résiliente, l'amélioration du contexte institutionnel pour la lutte contre le changement climatique et le soutien aux populations côtières pour faire face aux risques environnementaux.

De ce qui précède, il ressort donc que la lutte contre les inondations au Togo se mène sur plusieurs fronts et le pays n'entend pas baisser d'ardeur face à ce fléau qui martyrise la population et annihile les efforts de développement.

Caleb Akponou

Abass Kaboua/De l'extrémisme au centrisme

Suite de la page 3

Comprendre ce revirement spectaculaire au soir de sa vie

... Une fois, après une séance plénière à l'Assemblée nationale, il déclarait devant tout le monde : « Je n'irai plus à la plage ». Une façon de dire qu'il ne retournera plus vers l'opposition radicale dont les manifestations se terminaient pendant des années à la plage de

Lomé. Abass Kaboua n'a jamais caché qu'il avait des problèmes de santé. Il affirmait régulièrement s'être rendu à l'extérieur pour se faire soigner. Déjà au moment du CST, il révélait ses fréquents problèmes de santé sur les médias. Et tout observateur avisé

pouvait se rendre compte en regardant le personnage, qu'il menait un combat permanent pour continuer à vivre. Malheureusement, il arrive un moment où plus rien ne peut plus maintenir la vie : aucun médicament, aucune technologie... Même Dieu laisse cette vie prendre

fin. Abass Kaboua attendait simplement son heure, et elle est finalement arrivée.

Il y a quelques semaines, il a démenti une première annonce de sa mort en disant : « Dieu n'a pas accepté que je quitte ce monde ». Cela montre qu'il

a lutté et qu'il s'est accroché à la vie jusqu'au bout. Son apparition physique qu'il a effectuée dans la foulée dans son fief, n'arrivait pas à convaincre. Il était très affaibli, et lui-même devait sentir intérieurement que la mort frappait à la porte.

TM

Enigme

Ma fille de 16 ans en classe de 1^{ère} est enceinte et on dirait que je suis la seule préoccupée. Son père ne dit rien à part " **ce n'est pas grave** ". Mon mari est un homme en uniforme et très sévère. Il ne permet pas aux enfants de se faire des amis et les corrige quand l'occasion se présente surtout du côté des filles. Nous avons 3 enfants dont un garçon. La réaction de mon mari m'étonne et même ma fille fait fi de tout ce que je dis.

Hier j'ai décidé de parler avec elle devant ma mère pour connaître au moins l'auteur de sa grossesse et elle me répond brusquement que ce n'est pas mes affaires, je l'ai corrigée et je lui ai dit qu'elle va partir de la maison si elle me parle encore ainsi. A ma grande surprise, elle me répond que c'est moi qui vais bientôt plier bagage et non elle. J'ai pleuré toute la nuit. Je me demande si j'ai failli à mon devoir de mère. Jusque là son père ne dit rien et lui offre des fois des cadeaux. Je me pose trop de questions svp aidez moi. Comment surmonter cela?

Selon le pédigrée, le chromosome de la femme est XX or l'homme est XY. Ce qui montre que la femme est toujours unique et lié à un seul homme or l'homme utilise X pour rester avec sa femme et Y pour aller dehors. Conclusion: L'infidélité de l'homme est naturel

Pensée

La vraie révolution c'est de pouvoir rompre avec son passé douloureux. Il est avantageux pour nous de radicaliser notre vie que de faire d'elle le reflet des autres. On a tous quelque chose de particulier que nous devons chercher à faire valoir au lieu de dire que c'est ainsi que nos prédécesseurs ont vécu. La vie des autres n'est pas égale à la notre

Il arrive que la réussite de certaines personnes étonne bon nombre de gens. Le fait est que ces premiers ne s'affichent pas, n'adhèrent pas la philosophie du commun des mortels. Lorsqu'ils traversent le calvaire, ça ne se lit pas dans leurs attitudes. Ils ne se vantent point de leurs capacités. Savoir faire et ne dit jamais tes ambitions à qui que ce soit. C'est ainsi que les gens les ignorent et ils sont aussi écartés des regards envieux. Qui veut voir réussir ses choses, les fait en silence.

"Il n'y a rien dans ce monde qui est éternel et stable. C'est ça même le principe de la vie. Tout ce qui naît, tout ce que le soleil voit finit par mourir, et même la misère finira par se fatiguer" -

Calixthe Beyala

Blagues

Invitation au Mariage est devenu protocolaire

J'ai été invité à un mariage samedi passé. Arrivé au lieu de réception, il y'avait deux portes, sur l'une était écrit

" **Amis et parents de la Femme** " et l'autre " **Amis et parents de l'homme** ". Je suis rentré dans " **Amis et parents de l'Homme** ". Un peu devant je trouve deux couloirs ou c'est écrit " **Parents** " et l'autre " **Amis** ", j'ai pris le couloir de " **Amis** ". Après je vois deux Portes devant sur l'une " **Avec Cadeaux** " et l'autre " **Sans Cadeaux** "

Je prends celui " **Sans Cadeaux** " J'entre, arrivé au bout, dès que j'ai ouvert la porte pour rentrer dans la salle, je me suis retrouvé dehors devant le goudron.

Photo du jour



Légendez et commentez la photo ci-dessus

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tél: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

Insécurité et les perturbations des marchés dans les Savanes L'Usaid lance une alerte sur des risques de famine 2026

Dans sa publication dénommée « *Famine Early Warning System Network* » (*Fews Net*), l'agence d'aide au développement des Etats d'Amérique, Usaid a lancé une alerte sur des risques de famine dans la région des Savanes du Togo, dus à l'insécurité et les perturbations des marchés au nord.

Dans cette publication en date du 9 avril 2026, l'Usaid note qu'à partir du mois de mai généralement marqué par l'épuisement des stocks et une dépendance accrue des marchés, les populations pourront ressentir une pression prononcée dans les zones d'insécurité.

« Au début de la saison agricole 2026, les conditions climatiques favorables et les mesures de soutien du gouvernement renforceront la production au Togo, et faciliteront l'accès alimentaire dans les zones sécurisées. Cependant, dans le nord, touché par l'insécurité, les ménages restent confrontés à un accès réduit aux terres agricoles et aux marchés... Entre mars et avril 2026, la situation alimentaire devrait rester globalement stable grâce aux stocks résiduels et aux marchés, avant de se détériorer

à partir de mai avec la période de soudure... Cette pression sera plus prononcée dans les zones d'insécurité, où les ménages seront davantage exposés à des écarts de consommation pendant la soudure », lit-on.

« Au nord du Togo, notamment dans la région des Savanes, la persistance et l'évolution du conflit impliquant le JNIM continuent de dégrader les moyens d'existence des ménages et de perturber les activités économiques locales. La concentration des attaques dans les zones frontalières, combinée à une transition vers des tactiques asymétriques plus létales telles que les engins explosifs improvisés, accroît les risques pour les civils et limite les mouvements de biens et de personnes, l'accès aux marchés et les opportunités de revenus », peut-on également lire dans le document.

(EN ENCADRE) Quelques autres points clés mentionnés dans l'alerte (EN ENCADRE)

- Par ailleurs, l'instrumentalisation des circuits économiques informels, notamment

à travers le commerce transfrontalier de bétail et de motos, renforce les capacités opérationnelles

impliquant le JNIM continuent de dégrader les moyens d'existence des ménages et de perturber

circuits économiques informels, notamment à travers le commerce transfrontalier de bétail



Assistance à des populations vulnérables dans la région des Savanes

des groupes armés tout en fragilisant davantage les économies locales.

- Malgré l'état d'urgence prolongé et les efforts de sécurisation, la situation sécuritaire devrait rester volatile, ce qui continuera probablement de restreindre l'accès des ménages pauvres aux ressources alimentaires et aux sources de revenus », ajoute l'Usaid.

- La persistance et l'évolution du conflit

les activités économiques locales.

- La concentration des attaques dans les zones frontalières, combinée à une transition vers des tactiques asymétriques plus létales telles que les engins explosifs improvisés, accroît les risques pour les civils et limite les mouvements de biens et de personnes, l'accès aux marchés et les opportunités de revenus.

- L'instrumentalisation des

et de motos, renforce les capacités opérationnelles des groupes armés tout en fragilisant davantage les économies locales.

- Malgré l'état d'urgence prolongé et les efforts de sécurisation, la situation sécuritaire devrait rester volatile, ce qui continuera probablement de restreindre l'accès des ménages pauvres aux ressources alimentaires et aux sources de revenus.

Affoh-Djèlè Alarba

Ordre national des médecins du Togo

940 médecins inscrits sur le tableau en 2026

L'Ordre national des médecins (ONMT) a dévoilé la semaine dernière à Lomé, son tableau actualisé. À date, l'institution recense 940 médecins inscrits, exerçant dans diverses spécialités au sein des structures de santé du pays, contre 631 en 2024 et 886 en 2025.

Cette publication intervient dans un contexte marqué par la persistance de pratiques illégales et l'exercice de la médecine par des acteurs non habilités. À travers ce tableau, l'Ordre entend informer et rassurer la population, tout en renforçant la responsabilité des praticiens.

« Ce tableau n'est pas qu'un annuaire, c'est un bouclier. Pour le citoyen, il sépare la compétence de l'imposture. Car il n'y a pas de santé pour tous sans une médecine exercée par des professionnels légitimes », a déclaré Assoti Essowè, présidente

de la commission communication de l'ONMT.

Selon le président de l'Ordre, Beketi Anthony, l'inscription à l'Ordre, assortie du respect du code de déontologie, constitue une condition indispensable pour exercer la profession. Dans cette optique, des actions ont déjà été engagées, notamment des interpellations et des poursuites à l'encontre de praticiens illégaux.

Malgré cette progression, l'effectif des médecins inscrits reste en deçà des besoins. En effet, le bureau exécutif de l'ONMT recense 1728 médecins



L'ONMT a dévoilé la semaine dernière à Lomé, son tableau actualisé

actifs au total. Toutefois, ces effectifs demeurent insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins sanitaires du pays. Selon les estimations

de l'Ordre, environ 8500 médecins seraient nécessaires pour atteindre les standards internationaux, notamment le ratio d'un médecin

pour 1000 habitants recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Source : Togo First

Football au Togo**Les jeux nationaux remplacent la Coupe de l'indépendance**

Le ministre délégué chargé de la Jeunesse et des Sports, veut donner une dimension plus inclusive et plus nationale aux événements sportifs marquant les célébrations de l'indépendance du Togo. Dans le cadre de cette nouvelle dynamique sportive, la traditionnelle Coupe de l'Indépendance est remplacée cette année par les Jeux nationaux de l'Indépendance.

Parmi les disciplines majeures au programme de cette première des Jeux nationaux de l'Indépendance, le football se trouve en position avec des affiches alléchantes. À Atakpamé, les 18 et 19 avril, les demi-finales dans ladite discipline se disputeront

avec au programme deux affiches.

La première demi-finale opposera l'ASCK à Unisport FC à 15 h 00 dans un duel qui s'annonce selon la Fédération togolaise de football (FTF), entre le premier et le troisième de la D1 Lonato. La seconde affiche mettra aux prises dimanche 19 avril, soit le lendemain, l'AS Gbohloe-Su à ASKO.

Quant à la grande finale de cette première édition, elle est programmée pour le dimanche 26 avril à Lomé.

Pourquoi les jeux nationaux de l'indépendance ?

Organisés pour la



première fois au Togo, les Jeux Nationaux de l'Indépendance visent à dynamiser la pratique sportive, à détecter de nouveaux talents et à

renforcer la cohésion nationale. Cet événement multidisciplinaire célèbre l'indépendance en valorisant l'excellence sportive et la jeunesse.

Au-delà, ces jeux visent à valoriser de nouveaux talents sportifs dans 14 disciplines en complément des circuits nationaux et internationaux. En ce qui concerne le renforcement de la cohésion nationale, les Jeux nationaux de l'Indépendance mettent un accent sur le fair-play, la discipline et de respect, symbolisant l'unité de la nation.

Ces jeux viennent substituer l'ancienne formule (Coupe de l'Indépendance) pour inclure une plus large représentation du paysage sportif togolais.

Caleb Akponou

Soutien aux équipes nationales**La CAF mobilise des Team managers à Lomé**

Le stade de Kégué a accueilli, mercredi 8 avril, le lancement officiel du séminaire des Team managers des sélections nationales U-17 de la Confédération africaine de football, zone Ouest B. Cette rencontre d'envergure a mobilisé dans la capitale togolaise les représentants des fédérations de la sous-région autour d'un objectif commun : renforcer les capacités des responsables en charge de la gestion des équipes de jeunes.

Après l'arrivée et l'installation des délégations venues des sept pays membres de l'Union des fédérations ouest-africaines de football zone B, la cérémonie d'ouverture a permis de planter le décor de ce séminaire qui vise la promotion du sport.

Prenant la parole en premier, Mana Palanga, secrétaire général de la Fédération togolaise de football, a souhaité la bienvenue aux différentes délégations, tout en saluant l'importance de cette initiative pour le développement du football des jeunes au Togo et dans la sous-région.

Il a été suivi par Claude Paqui, secrétaire général de la Fédération béninoise de football, qui a mis en lumière la nécessité de professionnaliser davantage la fonction



Table des officiels à l'ouverture du séminaire

de Team manager, un maillon essentiel dans la bonne organisation des compétitions.

Le lancement officiel du séminaire a été assuré par Philippe Tchere, directeur Exécutif de l'Union des fédérations ouest-africaines de Football Zone B. Dans son intervention, il a invité les participants à s'impliquer pleinement dans les travaux afin d'en tirer des enseignements utiles pour la gestion quotidienne de leurs sélections.

Le Togo est représenté à ces travaux par Sando Moustapha Alassani et Francis Ephraïm Melowovor.

La première journée de travaux a permis d'entrer dans le vif du sujet. Sous

la conduite du formateur Viwil Paqui, Manager des Compétitions de l'UFOA-B, les participants ont abordé plusieurs thématiques clés : le rôle et les responsabilités des chefs d'équipe, les exigences documentaires en amont des compétitions, la gestion logistique des équipes ainsi que l'organisation des matchs.

Les échanges se poursuivront dans l'après-midi avec des modules consacrés aux erreurs courantes observées en compétition et aux moyens de les éviter, avant de se conclure par une session dédiée aux règlements des compétitions.

Team manager et son rôle Responsable d'équipe chargé de coordonner,

de guider et de motiver un groupe pour atteindre des objectifs communs au club, le Team manager joue un important rôle dans le développement du sport. Il a pour mission de gérer l'organisation quotidienne de l'équipe et de favoriser la cohésion du groupe. De par son rôle, le Team Manager décharge les opérations du club des tâches administratives et coordonne l'efficacité des actions allant dans ce sens. Au niveau de la coordination, il planifie les tâches de l'équipe, répartit les responsabilités et assure le suivi des performances.

Dans l'encadrement des acteurs du club, le Team Manager accompagne le développement

des compétences des collaborateurs et instaure une ambiance de travail productive.

Quid des qualités requises ?

Fort de la place qu'occupe le Team manager dans la performance des équipes nationales de football, il est requis de ce dernier : des capacités de prise de décision rapide et d'excellentes capacités relationnelles pour gérer les multiples tâches. Ceci étant, le séminaire de Lomé vient renforcer les capacités des Team managers des équipes nationales de la CAF zone B, pour mieux promouvoir la pratique du football à la base, surtout au niveau des U-17.

À travers ce séminaire, la CAF et l'UFOA-B réaffirment leur engagement à structurer durablement le football des jeunes en Afrique de l'Ouest, en dotant les Team Managers d'outils et de compétences adaptés aux exigences du haut niveau.

Outre le domaine du sport ou du football, le métier de Team Manager existe également dans plusieurs domaines notamment dans les entreprises.

TM et FTF

Togo

73 % des entrepreneurs lancent leur activité par auto-financement (Banque mondiale)

Au Togo, les entrepreneurs financent très majoritairement le lancement de leurs activités sur fonds propres. Ainsi, 94 % des entrepreneurs du pays d'Afrique de l'Ouest financent leur démarrage par des ressources personnelles ou leur réseau proche, selon des données issues du rapport Africa Economic Update 2026 de la Banque mondiale.

Dans le détail, 73 % des entrepreneurs recourent à l'auto-financement pour démarrer, contre 21 % qui mobilisent l'appui de la famille ou des proches. Un financement centré sur les ressources personnelles. En comparaison, les sources de financement formelles restent marginales. Seulement 5 % des entrepreneurs togolais accèdent à un financement officiel, banques commerciales, institutions de microfinance formelles, établissements de crédit, programmes publics de financement ou lignes de crédit structurées, tandis que les sources

informelles représentent 1 %. Les autres formes de financement restent résiduelles.

Cette structure reflète des contraintes persistantes sur l'accès au crédit. Comme le souligne la Banque mondiale, « la majorité des travailleurs indépendants [...] s'appuient principalement sur leur épargne personnelle ou sur le soutien de leur famille et de leurs amis pour financer leur capital de démarrage ».

Ce modèle s'explique notamment par des coûts d'accès élevés aux services financiers et par des exigences de garantie peu adaptées aux petites unités économiques.

Des tendances similaires dans la sous-région

Le Togo n'est pas un cas isolé, comparé à ses voisins de la sous-région. Au Sénégal, 74 % des entrepreneurs s'appuient sur leurs ressources propres, contre 76 % en Guinée-Bissau et 79 %

au Nigeria. Le Bénin et la Côte d'Ivoire affichent également des niveaux élevés d'auto-financement, respectivement 79 % et 81 %, selon la même source. Au Mali, ce taux culmine à 85 %, sur fond de dépendance encore plus forte aux ressources personnelles.



Dans ces pays, le recours au financement familial reste également la seconde source dominante, tandis que les circuits formels demeurent peu mobilisés. Une faible intégration aux circuits formels

Ces données traduisent une structure économique dominée par des entreprises informelles. Par exemple,

« l'emploi non agricole est dominé par des entreprises familiales informelles » qui fournissent principalement à « des consommateurs à proximité », indique le rapport.

Cette configuration limite l'intégration des entrepreneurs aux chaînes

de valeur formelles et freine leur accès aux financements structurés.

de valeur formelles et freine leur accès aux financements structurés.

Efforts récents

Il faut cependant noter que ces données de la Banque mondiale datent de 2021 et ne tiennent pas forcément compte des évolutions enregistrées dans le pays ces cinq dernières années, marquées par des efforts

en matière d'accès au crédit et de promotion de l'inclusion financière.

Au Togo, le taux d'inclusion financière a atteint 89,04 % en 2024, contre 87,7 % un an plus tôt, plaçant le pays parmi les plus avancés de l'UEMOA.

Cette dynamique repose en grande partie sur le Fonds national de la finance inclusive, créé pour cibler les populations exclues du système bancaire. À fin 2025, le FNFI revendiquait avoir octroyé plus de 1,9 million de crédits pour un montant cumulé d'environ 116 à 117 milliards FCFA.

En parallèle, les autorités s'appuient sur la microfinance, le mobile money et la digitalisation pour élargir l'accès aux services financiers, notamment en zones rurales. D'autres dispositifs comme l'ANPGF ou le MIFA (axé sur le rural et la production agricole), visent à réduire le risque pour les banques et faciliter le financement des PME.

Togo First

Le Togo veut mobiliser 56 milliards FCFA pour le VIH, la tuberculose et le paludisme sur 2027-2029

Au Togo, les autorités sanitaires ont engagé un processus de préparation d'une demande de financement unique pour la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme sur la période 2027-2029.

des priorités communes et d'aligner les interventions sur les besoins du pays. Cette approche intégrée doit permettre d'optimiser l'utilisation des ressources, dans un contexte de

du Fonds mondial. Cette enveloppe devra couvrir simultanément les trois maladies et contribuer au renforcement du système de santé.

interventions. « Face à la rareté des ressources, il faut cibler les interventions », a-t-il souligné.

Des acquis à consolider, des défis persistants

restent importants. Les données de l'OMS rappellent la persistance d'un fardeau élevé à l'échelle mondiale, avec plus de 40 millions de personnes vivant avec le VIH et près de 3 millions de nouvelles infections chaque année.

En ce sens, les autorités togolaises mettent en avant la nécessité de renforcer le dépistage, l'accès aux traitements et le suivi des patients, tout en consolidant les dispositifs existants.

Vers une approche intégrée et durable

Le processus en cours doit aboutir à une feuille de route partagée avant la soumission officielle prévue en juin 2026. L'enjeu est également de garantir une meilleure articulation entre les programmes, d'améliorer la gouvernance et d'assurer la durabilité des interventions.



Le dialogue national, qui a démarré cette semaine, plus précisément le mardi 7 avril 2026 à Lomé, rassemble administrations publiques, partenaires techniques, société civile et acteurs du système de santé. L'objectif est de définir

contraintes budgétaires et de baisse des financements des partenaires extérieurs.

Une enveloppe de 84 millions d'euros

Le Togo entend mobiliser environ 84 millions d'euros, soit près de 50 milliards FCFA, auprès

« Ces 84 millions doivent servir le sida, la tuberculose et le paludisme », a indiqué Binyandi Akou, coordonnateur général de l'Instance de coordination nationale (CCM-Togo). Dans ce cadre, les acteurs insistent sur la nécessité de mieux cibler les

Au cours des dernières années, le Togo a enregistré des progrès dans la lutte contre ces maladies. La prévalence du VIH est désormais estimée à 1,4 %, selon les autorités sanitaires.

Cependant, les défis

Togo First

BONNE FÊTE DE PÂQUES, LÀ OÙ LA VIE TRIOMPHE



CMJN

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

